

Liste de contrôle

Ce document présente les principaux éléments relatifs aux transferts monétaires à prendre en compte dans le cadre d'une évaluation des besoins d'éducation en situation d'urgence. La [section 1](#) décrit quelques concepts clés liés aux transferts monétaires dans le cadre d'un processus d'évaluation des besoins, et la [section 2](#) répertorie les mesures qu'il est possible d'adopter lorsqu'on envisage de prendre en compte les transferts monétaires dans le cadre d'une évaluation des besoins d'éducation en situation d'urgence.

1. Concepts clés liés aux transferts monétaires dans le cadre d'un processus d'évaluation des besoins

1.1 Obstacles économiques à l'éducation

Les enfants rencontrent différents obstacles les empêchant d'aller à l'école. Ces obstacles en matière d'accès à l'éducation peuvent être liés à l'absence de services d'éducation et d'environnement propice à ces derniers, à la protection, au contexte socioculturel et à la situation économique. Les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence ne font qu'éliminer les obstacles économiques empêchant les enfants touchés par une crise d'accéder à l'éducation, et contribuent ainsi à la hausse du taux de scolarisation et d'assiduité. À eux seuls, les transferts monétaires ne seront pas suffisants pour ramener les enfants à l'école si ces derniers rencontrent d'autres obstacles liés à la protection, au contexte culturel ou à la disponibilité des services d'éducation. Dans ces conditions, il convient d'intégrer dans les programmes de transferts monétaires des interventions visant à réduire ou à éliminer ces obstacles non économiques. Les transferts monétaires ne sont pas toujours appropriés ni utilisables pour éliminer les obstacles économiques à l'éducation. Les évaluations de marché (voir la section 1.3 ci-dessous) et d'autres évaluations de faisabilité (voir la section 1.4 ci-dessous) permettront de faire un choix éclairé entre les transferts d'espèces, les coupons ou l'assistance en nature.

Vous devez donc veiller à prendre en compte et à quantifier les **obstacles économiques qui entravent l'accès des enfants à l'éducation** dans les évaluations et les analyses des besoins d'éducation en situation d'urgence, car ils jouent un rôle déterminant dans les processus décisionnels relatifs à l'utilisation des transferts monétaires comme modalité d'intervention. En général, les obstacles à l'éducation se manifestent directement du côté des ménages/enfants qui ont besoin de services d'éducation (demande), et indirectement du côté des services d'éducation qui s'efforcent de répondre aux besoins des ménages/enfants (offre). Dans une zone géographique donnée, assurez-vous d'avoir une compréhension globale des besoins en matière d'éducation, en mettant en relation les obstacles économiques qui se posent du côté de la demande avec les autres obstacles non économiques qui entravent l'accès à l'éducation du côté de l'offre et de la demande¹.

Les obstacles économiques rencontrés par les ménages en matière d'accès à l'éducation peuvent être appréhendés à la fois du côté des ménages et du côté de l'offre, en interrogeant les informateurs clés tels que la direction et le personnel des établissements scolaires, ou le personnel administratif chargé des programmes d'enseignement. Toutefois, n'oubliez pas que les données qualitatives recueillies auprès des informateurs clés des établissements scolaires et de l'administration ne lèveront qu'une partie du voile sur les obstacles auxquels se

¹ Pour en savoir plus sur les obstacles à l'éducation du côté de l'offre et de la demande ainsi que sur la place qu'occupent les obstacles économiques parmi ces derniers, veuillez consulter le document intitulé « [Cash and Voucher Assistance for Education in Emergencies. Synthesis report and Guidelines](#) » ([Transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence. Rapport synthétique et orientations](#)), pages 11-13.

heurtent les enfants pauvres en matière d'accès à l'éducation, en mettant essentiellement l'accent sur les causes de la pauvreté et de la privation d'éducation. Une enquête représentative auprès des ménages, même si elle est réalisée par des parties prenantes extérieures au secteur de l'éducation, peut donner une idée précise et globale du nombre d'enfants dans le besoin sur le plan économique, et de l'ampleur réelle de leurs besoins économiques. Pour obtenir une vision claire des obstacles économiques qui entravent l'accès des ménages à l'éducation, il convient donc de recueillir des données qualitatives et quantitatives.

Source : [Cash and Voucher Assistance for Education in Emergencies. Synthesis Report and Guidelines](#)

1.2 Dépenses liées à l'éducation

Afin de cerner et de quantifier les obstacles économiques, vous devez commencer par définir et quantifier deux autres éléments : a) la structure type et le montant des **dépenses liées à l'éducation** par enfant et par ménage, selon le niveau d'enseignement (préscolaire, primaire, secondaire, supérieur) et le type d'éducation (formelle ou informelle), en tenant compte des normes du secteur, et b) la capacité des ménages à couvrir eux-mêmes ces dépenses. La différence/l'écart entre ces deux éléments vous donnera alors une indication des obstacles économiques rencontrés par les enfants en matière d'accès à l'éducation.

Pour déterminer les dépenses des ménages liées à l'éducation, vous devrez ensuite : a) recenser les biens et services d'éducation auxquels les ménages consacrent leurs dépenses ; et b) définir leur prix moyen. Les dépenses des ménages liées à l'éducation peuvent concerner des biens comme des services. En situation d'urgence, les biens éducatifs les plus courants sont les uniformes, le matériel pédagogique et les repas pris en dehors de l'école. Les dépenses les plus courantes en matière d'éducation sont les frais de scolarité, les frais d'examen, les frais d'inscription et les coûts de transport aller-retour entre le domicile et l'école. L'examen des données secondaires, le recueil de données primaires auprès des ménages, des établissements scolaires ou de l'administration, et la consultation de spécialistes permettront d'établir la liste des dépenses réelles dans un contexte spécifique. Le montant des dépenses des ménages liées à l'éducation ainsi déterminé correspond à la part du panier de dépenses minimum² consacrée à l'éducation.

La capacité des ménages à couvrir eux-mêmes ces dépenses doit être examinée en collaboration avec l'ensemble des autres secteurs, afin de prendre en compte la manière dont les ménages hiérarchisent les dépenses consacrées aux différents secteurs. Par conséquent, si le budget total dont dispose un ménage est insuffisant, ce dernier réduira ses dépenses dans un ou plusieurs secteurs ou fera passer certains secteurs au second plan. Bien souvent, le recours aux transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence repose sur l'hypothèse que les ménages ne sont pas capables de couvrir les dépenses liées à l'éducation en situation d'urgence.

Sources :

- [HCR et al., Operational Guidelines and Toolkit for Multipurpose Cash Grants. Part 2](#)
- [PAM, Minimum Expenditure Baskets. An Interim Guidance Note](#)
- [HCR et al., Operational Guidelines and Toolkit for Multipurpose Cash Grants. Part 1.2 The Minimum Expenditure Basket](#)
- [Cash and Voucher Assistance for Education in Emergencies. Synthesis Report and Guidelines](#)
- [Institut de statistique de l'UNESCO, Availability and Reliability of Education Finance Data in Household Surveys](#)

² Le panier de dépenses minimum fait référence à ce qui est nécessaire au ménage, sur une base permanente ou saisonnière, pour satisfaire ses besoins de base, et au coût moyen engendré.

1.3 Marchés des biens et services d'éducation

L'**évaluation du marché** est indispensable pour déterminer si le recours aux transferts monétaire est approprié, faisable et efficace dans un contexte donné. Chaque bien et chaque service éducatifs achetés par la population de manière régulière ou saisonnière possèdent un marché qui lui est propre. Dans la pratique, en situation d'urgence, il est impossible d'accéder à tous ces marchés au cours d'une même évaluation, car un tel exercice serait trop long et trop coûteux. À la place, les spécialistes des transferts monétaires et des marchés peuvent vous aider à sélectionner les principaux marchés à évaluer. L'évaluation des marchés principaux vise à déterminer, d'une part, comment ces derniers parviennent à fournir la totalité ou une partie de l'aide nécessaire (par exemple, au moyen de transferts monétaires ou de l'approvisionnement local) et, d'autre part, s'il y a lieu de soutenir ces marchés afin de fournir aux populations touchées les biens essentiels mis en évidence, et sous quelle forme. L'évaluation de la capacité et du besoin de soutien des marchés suppose d'analyser les éléments suivants : la capacité actuelle des marchés à fournir les biens nécessaires en quantité et en qualité suffisantes, la capacité et la volonté d'adaptation des marchés à l'accroissement de la demande, l'accès des populations touchées aux marchés, les dynamiques de pouvoir internes aux marchés et les effets attendus des différentes modalités d'aide (transferts d'espèces, coupons, assistance en nature).

Sources :

- [FICR, *Rapid Assessment for Markets \(RAM\). Guidelines for an Initial Emergency Market Assessment*](#)
- [HCR, *Multi-sector Market Assessment: Companion Guide and Toolkit*](#)

1.4 Autres éléments à prendre en compte concernant la faisabilité des transferts monétaires

Veillez à prendre en compte les autres éléments concernant **la pertinence et la faisabilité des transferts monétaires** dans le cadre de l'évaluation de la situation d'urgence : mécanismes de distribution d'argent utilisés par les programmes de transferts monétaires, risques liés aux transferts monétaires, acceptabilité des transferts monétaires, capacité institutionnelle en matière de transferts monétaires, disponibilité des services d'éducation.

Source : [HCR, *Feasibility and Response Analysis Toolkit*](#)

2. LISTE DE CONTRÔLE : Exemples de mesures à adopter lorsqu'on envisage de prendre en compte les transferts monétaires dans le cadre d'une évaluation des besoins d'éducation en situation d'urgence

N°	MESURE PRINCIPALE	Ressources
2.1	Collaboration avec les spécialistes des transferts monétaires et des autres secteurs	
	<input type="checkbox"/> Sollicitez la participation d'au moins un spécialiste des transferts monétaires aux réunions et processus de travail relatifs aux évaluations des besoins d'éducation en situation d'urgence. Tout au long de la collecte et de l'analyse des données, recherchez l'appui de spécialistes des transferts monétaires, afin de mieux comprendre et interpréter les données relatives aux obstacles économiques à l'éducation et à la faisabilité des transferts monétaires. Partagez les conclusions pertinentes du rapport d'évaluation avec les membres du Groupe de travail sur les transferts monétaires et avec les autres clusters.	
2.2	Examen des données secondaires	
	<input type="checkbox"/> Lors de la préparation de l'outil/la Matrice d'examen des données secondaires, veillez à inclure des étiquettes thématiques liées aux transferts monétaires (par exemple, obstacles économiques, dépenses liées à l'éducation, faisabilité des transferts monétaires) afin de permettre l'étiquetage et l'analyse ultérieure des données relatives aux transferts monétaires dans le secteur de l'éducation.	
	<input type="checkbox"/> L'examen des données secondaires est un moyen fiable de rassembler des informations sur les dépenses des ménages liées à l'éducation, ainsi que sur la capacité de ces derniers à couvrir partiellement ou intégralement ces dépenses. Exemples de sources d'information potentielles : enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF (MICS), analyse du chevauchement des privations multiples de l'UNICEF (MODA), statistiques par pays de l'UNICEF, enquêtes démographiques et de santé (EDS), Réseau international d'enquêtes auprès des ménages (IHSN), organismes nationaux de statistique, etc. Dans le cas particulier des dépenses liées à l'éducation, les données antérieures à la crise peuvent être plus fiables, plus détaillées et moins longues à obtenir que des données primaires recueillies après la crise.	<ul style="list-style-type: none">- MICS de l'UNICEF- MODA de l'UNICEF- Enquête démographique et de santé- Réseau international d'enquêtes auprès des ménages- Base de données de la Banque mondiale sur la pauvreté et l'équité- Institut de statistique de l'UNESCO
	<input type="checkbox"/> Si aucune donnée secondaire antérieure à la crise n'est disponible concernant les dépenses liées à l'éducation, le Groupe de travail sur les transferts monétaires peut être une source d'information sur les dépenses des ménages pendant et après la crise.	
	<input type="checkbox"/> Collaborez avec les coordonnateurs des groupes de travail sur les transferts monétaires afin de recenser les sources de données secondaires à consulter pour obtenir des informations sur certains éléments de l'analyse des marchés, tels que l'accessibilité des marchés aux populations touchées et, dans une certaine mesure, les dynamiques de pouvoir internes aux marchés.	
	<input type="checkbox"/> Travaillez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires, d'autres clusters (par exemple, le cluster Sécurité alimentaire) ou des organismes individuels dotés de capacités importantes en matière de transferts monétaires, afin de déterminer quels sont les principaux mécanismes de distribution d'argent	<ul style="list-style-type: none">- Outil d'évaluation des mécanismes d'assistance en espèces du HCR

en place dans les zones en situation d'urgence, quels sont les risques et les avantages liés à leur utilisation, et quel est leur coût. L'absence de données sur les mécanismes de distribution d'argent au niveau de ces structures ou organismes de coordination peut être le signe que le contexte dans lequel vous intervenez est peu propice aux transferts monétaires ou que ces derniers commencent tout juste à être utilisés.

- [Matrice du mécanisme de distribution du CaLP](#)

- Travaillez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires, d'autres clusters ou des organismes individuels dotés de capacités importantes en matière de transferts monétaires, afin de déterminer si une plateforme commune de transferts monétaires sera mise en place, car cette dernière pourrait permettre d'acheminer l'argent aux bénéficiaires à moindre coût et, en général, de manière plus efficace.

- [Page du CaLP consacrée aux modèles opérationnels](#)

- Collaborez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires ou le cluster Protection afin de recueillir des données secondaires sur les risques liés aux transferts monétaires, y compris en matière de protection, et de comprendre comment les autres secteurs ou organismes gèrent ces risques.

- [Page du CaLP consacrée aux risques liés aux transferts monétaires, et ressources clés](#)

- [HCR, Conseil danois pour les réfugiés, cluster Protection mondial, Oxfam, Save the Children, Women's Refugee Commission, PAM, 2015, Guide for Protection in Cash-Based Interventions](#)

- Collaborez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires et les organismes individuels dotés de capacités importantes en matière de transferts monétaires afin de déterminer dans quelle mesure la modalité de transfert monétaire est acceptée par les populations touchées, les gouvernements et les différents donateurs.

- Travaillez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires et les groupes de travail sur la protection sociale, le cas échéant, afin de déterminer la capacité d'intervention sur le terrain des organisations humanitaires ayant recours aux transferts monétaires. Il convient également de déterminer la capacité du système de protection sociale à faire face aux chocs.

- [Base de données ASPIRE de la Banque mondiale](#)

- [Page du CaLP consacrée au renforcement de la capacité institutionnelle](#)

2.3 Collecte des données primaires

- Si vous n'avez trouvé aucune donnée secondaire sur les dépenses liées à l'éducation, ou si les données obtenues sont insuffisantes, vous devez recueillir les informations manquantes grâce à la collecte de données primaires. Vos questions peuvent par exemple porter sur les éléments suivants : les trois raisons principales expliquant la non-scolarisation/l'abandon scolaire (la liste doit inclure le coût inabordable des dépenses liées à l'éducation/le manque de ressources financières et le travail des enfants) ; le coût total initial de scolarisation d'un élève en début d'année scolaire ; les dépenses récurrentes durant l'année scolaire (uniformes, manuels, frais de scolarité, etc.) ; les fournitures remises

- [REACH et UNICEF, Iraq Baseline Assessment for Education Cash Transfer Programming for IDPs in Dahuk Governorate](#)

- [Groupe de travail du secteur de l'éducation en Jordanie, Access to Education for Syrian Refugee Children and](#)

gratuitement à l'élève par l'établissement ; le matériel pédagogique que doit se procurer le ménage chaque année afin de respecter les normes éducatives.

[Youth in Jordan Host Communities](#)

- [Save the Children, Sector Minimum Expenditure Baskets. HEA Resilience Study](#)

- [Save the Children, Operational Guidelines: Calculating a Sector Minimum Expenditure basket](#)

- [Banque mondiale et Institut de statistique de l'UNESCO, Measuring Household Expenditure on Education. A Guidebook for Designing Household Survey Questionnaires](#)

Ne faites pas de conjectures sur les dépenses que les ménages peuvent avoir des difficultés à couvrir. Posez plutôt des questions ouvertes, et laissez aux personnes interrogées (ménages, responsables d'établissement ou autres informateurs clés) la possibilité d'identifier elles-mêmes les dépenses qu'elles ne peuvent pas couvrir en raison d'un manque de moyens.

Lorsque vous avez déterminé les dépenses pertinentes en matière d'éducation et que vous les avez intégrées au panier de dépenses minimum, collaborez avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires afin d'obtenir et d'actualiser régulièrement les prix de marché des biens et services sélectionnés. Dans certains contextes, cet exercice est réalisé dans le cadre d'une surveillance conjointe des prix, entreprise et gérée par les groupes de travail sur les transferts monétaires.

- [REACH, Monthly Factsheet CWG Iraq – Joint Price Monitoring Initiative](#)

Lorsque vous avez déterminé quelles dépenses sont régulièrement engagées par les ménages en matière d'éducation, travaillez avec les partenaires du cluster et les coordonnateurs du Groupe de travail sur les transferts monétaires afin de recenser les principaux marchés de biens et services d'éducation sélectionnés, ainsi que les méthodes et outils adaptés au contexte qui seront utilisés aux fins de leur évaluation.

Collaborez avec les coordonnateurs du Groupe de travail sur les transferts monétaires afin de déterminer vers quels processus d'évaluation de marché le cluster Éducation peut s'orienter. Par exemple, il peut s'agir de processus multisectoriels tels que l'évaluation rapide conjointe des marchés, le cas échéant.

- [REACH, Iraq Joint Rapid Assessment of Markets \(JRAM\)](#)

Dans le cadre de l'évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation, évaluez la capacité des services d'éducation à répondre à l'augmentation de la demande. Servez-vous des données recueillies pour décider de l'échelle des transferts monétaires.

2.4 Évaluation multisectorielle des besoins

- Utilisez les résultats de l'évaluation multisectorielle des besoins pour déterminer la structure des revenus et des dépenses des ménages, et définir les dépenses prioritaires et la situation économique générale des ménages. Par exemple, le nombre de ménages touchés par une crise qui vivent sous le seuil de pauvreté, et qui ne peuvent donc pas satisfaire leurs besoins de base en temps normal, indique clairement que les ménages concernés ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins en matière d'éducation (s'ils comptent des enfants en âge d'être scolarisés parmi leurs membres).

[*-Iraq Multi Cluster Needs Assessment, Round VI*](#)